



*Cabinet du Président*

**DISCOURS DE  
LOÏG CHESNAIS-GIRARD,  
PRÉSIDENT DU CONSEIL REGIONAL**

*Rennes, le 18 octobre 2017*

Mes chers collègues, avant de commencer nos débats, je souhaite que nous rendions hommage à Monsieur Yves NÉDÉLEC, décédé le 26 septembre dernier. Yves NÉDÉLEC, élu régional de 1986 à 1998, maire de Lannion par ailleurs. Pour marquer le soutien de notre collectivité à sa famille, pour lui témoigner de notre respect, je vous propose que nous fassions une minute de silence.

Je vous remercie.

Mesdames, Messieurs, chers collègues, c'est aujourd'hui la dernière session de Jérôme BASTIN en tant que Directeur général des services. Après avoir servi notre collectivité pendant plusieurs années à différents postes, il a fait un nouveau choix, un choix audacieux de carrière dans le privé. Je lui ai déjà dit hier, devant l'ensemble des collaborateurs réunis et l'ensemble de celles et ceux qui l'ont accompagné tout au long de sa carrière, tout le bien que je pensais de lui, de ce qu'il est, de ce qu'il a fait pour notre collectivité, et bien au-delà, pour la Bretagne. Il fait partie de ces hommes de l'ombre, patrons de collectivité, grands serviteurs du service public, indispensables à notre fonctionnement et donc à notre démocratie. Je sais que là où il sera, il aura toujours la Bretagne au cœur. Il nous aura toujours, je l'espère, dans la tête. Je veux qu'il sache que nous aussi, nous penserons souvent à lui. Cher Jérôme, merci beaucoup.

Mes chers collègues, l'actualité a été particulièrement riche depuis notre dernière session, une éternité déjà. D'abord, bien sûr, l'élection de l'un d'entre nous comme Président de l'Assemblée nationale : félicitations, cher Richard.

Tu sais à quel point nous aimons quand le Gwen Ha Du flotte haut et combien nous sommes fiers quand des Bretons assument des rôles éminents dans les débats nationaux de notre République. Je veux féliciter aussi l'élection d'un autre d'entre nous comme Vice-président de l'Assemblée nationale, cher Marc LE FUR. Vous aussi représentez la Bretagne dans cet hémicycle national en compagnie de nos autres collègues, Nicole LE PEIH et Paul MOLAC.

L'autre fait d'actualité important a été le discours de Quimper du Président de la République. Les attentes étaient fortes, et je le dis, le discours l'était aussi. Cela restera une étape importante pour la Bretagne. Ce fut une marque de respect pour les Bretonnes et les Bretons. Nous sommes maintenant dans le temps de la mise en œuvre et au jour d'aujourd'hui, beaucoup reste à faire.

La Bretagne ne s'est pas faite en un jour, mais nous sommes dans une époque où la rapidité, la vitesse d'exécution font la différence. C'est d'ailleurs en partie sur cette analyse que l'actuel Président de la République a été élu. Nous avons des discussions, des avancées. Pour l'aéroport de Rennes, enfin, le Préfet de Région a eu un cadrage permettant d'engager le travail sur les terrains, et donc, à terme,

d'engager l'accroissement des capacités de l'aéroport.

Chacun doit bien comprendre nos ambitions, car nous ne les abaisserons pas ; ni sur ce point ni sur le reste du pacte d'accessibilité. Sur ce sujet comme sur le pacte girondin ou sur les langues de Bretagne, je sais que les réunions se déroulent, que les arbitrages se préparent. Mais cela tarde. Et je ne parle pas uniquement en mon nom, en votre nom. Je le dis au nom des signataires bretons de la lettre ouverte adressée au Président de la République. Je n'oublie pas ce long week-end de travail avec les présidents d'intercommunalités, des métropoles, des départements de Bretagne. Pour le dire autrement, je ne lâcherai rien des promesses présidentielles.

Sur les langues régionales, je rencontrerai le Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Jean-Michel BLANQUER, la semaine prochaine. Nous aborderons notamment le point critique de Diwan.

Sur la régionalisation des fonds FEADER, je note que le Président de la République dit « oui » quand Stéphane TRAVERT, alors Ministre, disait « non » il y a encore quelques jours, au SPACE. Cette question n'est pas une question technique. La question, c'est « voulons-nous être agiles ? Voulons-nous ou pas construire des politiques adaptées aux besoins des filières et aux attentes des agriculteurs dans nos territoires, partout en France et donc en Bretagne ? » Je note qu'ici, en Bretagne, il y a même une demande de la part de la chambre d'agriculture et de la présidente de l'association bretonne des entreprises de l'agroalimentaire. C'est historique là encore.

Sur la différenciation, le report du débat constitutionnel est une bonne chose s'il permet d'aller franchement, sur ce sujet, de ne pas rester au simple ajout de la Corse et d'un article 72 sur l'expérimentation légèrement remanié. Vous m'avez rendu un travail issu du groupe piloté par Jean-Michel LE BOULANGER. Aucune autre Région n'a fait un tel travail à ce jour. Je ferai de ce document mon petit livre Gwen Ha Du du parfait républicain pour y puiser orientations et propositions, que je ferai miennes.

Vous l'aurez compris, j'attends beaucoup de la rencontre avec le Premier ministre demain. Mes attentes auront peut-être des réponses, car je note la volonté du Président de la République, mardi soir, de vouloir s'assurer que ses engagements seront bien suivis d'effets, et de vouloir faire des élus locaux, les vrais acteurs de la transformation du pays, des partenaires.

Il était temps. Je l'ai dit dans un article récemment, je ne suis pas en guerre contre les services de l'État, contre le gouvernement ou contre le Président. Je me sens encore moins un conservateur parce que je défends mon territoire. Je suis un élu de la République qui veut que les choses avancent, qu'on sorte des fausses accusations et qu'on travaille. Franchement, j'évoquais l'aéroport de Rennes il y a un instant. Dans quel pays vivons-nous ? Pour décider de l'avenir de quelques mètres carrés à Saint-Jacques de la Lande, il nous faut mobiliser des hauts fonctionnaires à Paris, de plusieurs ministères, pendant plusieurs jours et même pendant plusieurs mois, dont la seule connaissance du lieu doit être des cartes d'état-major, voire Google Maps. C'est ridicule. Ils auraient certainement mieux à faire. Cet exemple et tant d'autres m'ont aussi encouragé à signer l'appel de Marseille avec l'ensemble de mes collègues Présidents de Régions.

Je crois fermement que les défis qui nous font face ne peuvent être résolus par des décisions « d'en haut », comme nous avons l'habitude de le dire, mais ensemble, en jouant collectif, chacun à sa place, mais ensemble, élus, tissu associatif, partenaires sociaux, monde économique, citoyens, tout le monde. Et dans ce concert des bonnes volontés pour changer les choses, la Région a, bien sûr, toute sa place. Je l'ai dit devant les maires du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, dernièrement, je l'ai dit encore devant les intercommunalités de France réunies à Deauville. Nous sommes ensemble pour faire système, élus nationaux et élus locaux, et apporter des réponses.

Nous vivons aujourd'hui dans un monde imprévisible, parfois inquiétant tant nous avons l'impression que l'histoire se répète et que nous n'en sommes finalement que de simples spectateurs. Péril nationaliste, péril écologique, péril communautariste, bouleversement des modèles économiques, rien ne dit que le monde démocratique que nous connaissons sera la réalité de demain. Dans ce monde, je crois que la Bretagne est un point d'accroche, un point référence. Nous avons des valeurs, nous ne

manquons pas d'envie, d'énergie, de jeunesse. Nous aimons l'avenir, la science, l'innovation. Nous aimons notre patrimoine, notre culture, nos cultures, notre identité, notre histoire. Et nous aimons la démocratie et les débats.

Ma passion est faite de cet alliage breton, bien loin des polémiques politiciennes.

Ma conviction forte est que la Bretagne est une solution.

À la crise démocratique, nous proposons la différenciation, le travail skoaz ouzh skoaz, épaule contre épaule. Le sujet n'est pas de défendre un pré carré, quelques pouvoirs que nous aurions encore. Le sujet est de proposer des solutions aux citoyens, au plus proche de leurs besoins.

Aux bouleversements économiques, nous proposons notre action de formation, notre soutien à ceux qui osent, qui tentent, qui inventent, qui innovent, qui cherchent, qui explorent, qui repoussent les limites de la connaissance.

Au péril écologique, nous proposons la BreizhCOP, nous accompagnons les territoires qui avancent sur les productions d'énergie décentralisées. Nous assumons nos propres actions sur notre patrimoine et nous prenons nos responsabilités sur les énergies marines renouvelables. Sur ce sujet, je vous le dis, chers collègues, la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie doit être une rupture, une rupture assumée. Il nous faut passer à l'après-pétrole et prendre le risque industriel des énergies marines renouvelables. C'est indispensable, c'est vital pour l'avenir de la Bretagne, de la France et même de l'Europe. Il faut y aller franchement, sinon ce sera l'échec assuré et la France ne sera qu'un pays consommateur qui, oui, verra des éoliennes, mais des éoliennes avec des caractères que nous ne comprendrons pas, sur leurs côtés ou sur leurs mâts. Ne faisons pas la même erreur dans l'énergie que celle que nous avons faite dans l'Internet, il y a 20 ans. Aujourd'hui, nous sommes dépendants des GAFAs. Ne le devenons pas avec d'autres grands industriels mondiaux plutôt venus d'Asie pour l'énergie. L'énergie, comme les données, est une question de souveraineté et pas simplement de dépenses publiques ou de tarifs de rachat.

La Bretagne est une solution aussi par exemple face au Brexit. Ne passons pas notre temps à craindre, à nous mettre en situation de subir. Soyons à la manœuvre, tous ensemble. Je vous propose d'ailleurs sur ce point une session extraordinaire en novembre pour vous faire des propositions concrètes d'actions, et comme toujours, un pacte breton qui permet de nous faire entendre.

La Bretagne est une solution, par exemple pour répondre à la révolution alimentaire. Quand je propose de faire de notre région le leader du bien manger, c'est parce que je crois que notre avenir n'est pas de passer notre temps à débattre de l'écotaxe. Nous sommes contre, nous l'avons déjà dit, nous l'avons déjà voté. Mais il s'agit de nous battre pour monter en gamme, investir, proposer aux consommateurs les produits de qualité et de confiance qu'ils exigent, et au final, pour permettre à nos agriculteurs de gagner dignement leur vie, avec fierté.

Cette session est aussi l'illustration de notre force d'invention et de propositions. Sur l'égalité, nous avançons sans faillir. Sur les ports bretons, nous prenons les choses en main.

Enfin, dernier grand sujet, celui de la mobilité. Nous avons lancé BreizhGO. Nous devons maintenant être à la hauteur de cette nouvelle marque, qui nous oblige, qui nous engage. Mais nous devons aller plus loin et faire de la Bretagne un territoire d'expérimentation des nouvelles mobilités, en priorité pour nos concitoyens pour qui faire le plein de sa voiture, c'est renoncer à d'autres dépenses du quotidien, pour nos concitoyens qui, éloignés des villes et des bourgs, ne verront pas dans l'augmentation du nombre de lignes de cars, de lignes de trains, un changement majeur dans leur vie. C'est pour eux que nous devons travailler demain et ce sont ces nouvelles frontières-là que nous devons dépasser pour trouver des solutions. Là encore, la Bretagne doit être solution. Innovons, inventons, ouvrons de nouveaux chemins inexplorés face à des périls et enjeux finalement pas encore complètement appréhendés, que l'individu seul ne pourra assumer et que le marché ne résoudra pas. C'est notre mission, notre finalité, la raison d'être de notre mandat.

Je formule le vœu, en conclusion de mon propos, que nos travaux, nos actions soient, avec celles des autres collectivités, une source d'inspiration des plus hautes sphères de l'État, et partout en Europe. Je vous remercie.